

Economie Distributive, Economie équilibrée en quelques pages

A la jonction du libéralisme et de l'intérêt collectif, cette alternative au capitalisme est simple et facile à mettre en oeuvre dès aujourd'hui.

Depuis quelques dizaines d'années, problèmes économiques obligent, nous tergiversons entre rigueur et relance de la consommation, misère et insécurité se propagent pendant que le PIB augmente. Margaret Thatcher a-t-elle raison, « There Is No Alternative » ? Voyons pourquoi les solutions classiques nous mènent à des impasses et découvrons comment l'Economie Distributive, Economie équilibrée, solutionne nos problèmes économiques et environnementaux actuels :

Les gens de droite y trouveront plus de liberté d'initiative que dans le libéralisme,
les gens de gauche plus de solidarité que dans les Etats socialistes,
les écologistes pourront enfin concilier développement et décroissance

1) IMPASSES DES SOLUTIONS CLASSIQUES

1.1 IMPASSES DU CAPITALISME

En occident, grâce au capitalisme, nous ne vivons plus de famine, notre confort a été grandement amélioré... Mais des problèmes inhérents à cette économie se font plus importants chaque jour.

Croissance sans limite obligatoire :

Pour garder la confiance des investisseurs (qui réclament toujours plus de dividendes) et surtout à cause du fonctionnement de prêt avec intérêts (qui impliquent une croissance sans fin de la masse monétaire), nous sommes acculés à générer une croissance exponentielle... dans une planète limitée (d'après les calculs d'empreinte écologique, il faudrait 3 ou 4 terres pour permettre à tous les habitants actuels de la Terre de vivre avec le niveau de vie des Français) : il n'y a pas besoin d'être économiste pour comprendre que nous sommes dans une impasse économique.

Gestion de l'abondance en créant de la rareté :

Dans notre organisation actuelle, une entreprise ne peut vendre ses produits que s'ils sont rares. Lorsque le marché est saturé (blé, voitures, services...), plutôt que de profiter collectivement de l'abondance, soit on impose de nouveaux besoins avec les répercussions que l'on connaît sur l'environnement, soit on détruit une partie des stocks pour recréer de la rareté et pouvoir vendre à nouveau. C'est logique mais suicidaire, non ?

Il est vrai que sans cela, le PIB chuterait. Or, on mesure encore le bien-être de la population avec le PIB. Les accidents de la route sont-ils bons pour le moral de la population ?

Il est normal qu'il y ait de moins en moins de travail :

Une entreprise qui utilise beaucoup de main d'oeuvre a souvent intérêt à s'implanter dans un pays à faible coût de main d'oeuvre. Beaucoup de tâches pénibles disparaissent grâce à la mécanisation. Il y a de moins en moins besoin de nous *en tant que force de travail* dans nos pays. (Et c'est tant mieux, non ?) Seulement aujourd'hui, c'est problématique pour beaucoup de gens...

Plus l'économie fleurit, plus la population s'appauvrit :

Au début du capitalisme, la richesse était partagée par le biais des salaires versés à la main d'oeuvre. La population s'enrichissait grâce à ce salariat. Aujourd'hui, la richesse provient de machines qui ne reçoivent pas de rémunération, le salariat diminuant, la richesse reste de plus en plus dans les mains du capital. La population ne s'enrichit plus, elle s'appauvrit. (La part des salaires dans le PIB a baissé de 10% au profit de celle de l'actionnariat depuis une vingtaine d'année.)

Dans l'économie dite de « Libre initiative », les bonnes volontés ont du mal à trouver les moyens :

Les personnes motivées et compétentes sont souvent limitées par la concurrence (il n'y a pas de place pour tout le monde), par les besoins de financement (dont les banques de crédit usent aujourd'hui de façon arbitraire) et surtout par les besoins de rentabilité économique (qui fait passer l'intérêt particulier avant l'intérêt collectif).

Environnement, social... les solutions simples et économiques ne peuvent pas se diffuser :

Toute innovation / solution (écologique, sociale...) simple, bon marché, ne peut guère être diffusée, car elle rapporte trop peu ou fait perdre de l'argent à ceux qui vivent de solutions plus onéreuses (même si elles sont moins efficaces).

Les Etats peuvent de moins en moins intervenir dans l'économie :

Les Etats européens ont « privatisé » leur compétence en gestion de la monnaie. S'interdisant d'en émettre et recourant à l'emprunt, ils sont de plus en plus endettés et ont de moins en moins de marge de manoeuvre pour d'éventuelles redistributions supplémentaires ou soutien de certains secteurs.

Faudra-t-il une nouvelle destruction massive des richesses et de la main d'oeuvre, telle que celle opérée par la 2^e guerre mondiale, pour relancer la vie économique... pour une période comme celle des 30 glorieuses ?

1.2 IMPASSE DU COMMUNISME

Les régimes « communistes » ont donné lieu à des capitalismes d'Etat dictatoriaux. La planification venant d'en haut, la population avait très peu de liberté.

Ils ont été *mis en place dans des situations de pénurie*, ce qui n'a pas arrangé les affaires. Les monnaies utilisées sont restées thésaurisables et ont permis la *spéculation*. Corruption et spéculation ont pu continuer...

L'épanouissement des populations n'étant pas la motivation première, la plupart des régimes communistes n'ont que très partiellement redistribué les richesses et ont abouti à des impasses.

1.3 IMPASSE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

L'économie capitaliste nous emmène dans un mur. Les dynamiques d'Economie Sociale et de Développement Durable permettent l'émergence d'alternatives micro-économiques souvent très intéressantes. Elles permettent à des gens de s'ouvrir à d'autres possibles que le modèle classique. Elles ralentissent l'arrivée dans le mur. Mais :

- *En conservant la logique de profit et de croissance obligatoirement illimitée*, elles ne résolvent pas l'équation de l'empreinte écologique, elles n'évitent pas l'impasse !
- Souvent chronophages, elles ne laissent plus guère de temps pour chercher des solutions vraiment durables.
- Leurs résultats étant souvent trop limités, ça a tendance à dégoûter les gens.

1.4 ET LA DECROISSANCE ?

Les promoteurs de la Décroissance nous alertent judicieusement de toutes ces dérives. Tout le monde ne peut consommer comme les Occidentaux, sinon il faudrait plusieurs terres. Ils proposent des solutions très intéressantes, surtout sur le champ de la transformation individuelle.

On peut cependant regretter quelques aspects :

- Tout n'est pas à décroître : ne peut-on pas augmenter les transports tout en réduisant fortement leurs impacts sur l'environnement ?
- L'homme étant sur terre pour s'épanouir, comment peut-on se fédérer derrière un slogan de décroissance ?
- Mais surtout, si tout le monde devenait décroissant du jour au lendemain, la production chuterait, les caisses de l'Etat ne pourraient plus payer les retraites, sécurité sociale, hôpitaux, entretien des routes... Tout se casserait la figure. Or, ses leaders ne proposent rien sur le plan macro-économique. Car ils ne l'ont pas encore étudiée :

S'ils la connaissaient vraiment, l'Economie Distributive, Economie équilibrée, leur plairait.

2) L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE, ECONOMIE EQUILIBREE

2.1 ORIGINE

En 1888 aux USA, Edward Bellamy (dans le roman « Looking Backward ») ébauche une économie de type distributiste plutôt militaire.

On repère ensuite les propos du major H.C. Douglas en 1919 en Ecosse.

En France, dans les années qui suivent la grande dépression née en 1929 et jusqu'en 1939 :

- Jacques Duboin, ancien député et Sous-Secrétaire d'Etat au Trésor, fonde l'association « Le Droit au Travail et au Progrès Social » et la revue « La Grande Relève ». Il dénonce les énormes destructions de richesses destinées à lutter contre l'abondance qui ferait baisser les prix, il jette les bases d'une économie distributive ;
- Louis Even, catholique breton, fonde le journal « Vers demain ». Il défend « Le Crédit Social » impliquant l'idée d'un dividende universel ;
- Gustave Rodrigues, agrégé de philosophie, publie en 1934 « Le Droit à la Vie » en reprenant des idées de Bellamy ;
- Georges Valois, sur la fin de sa vie (qui est passée par de multiples chemins), publie en 1936 un numéro spécial de Nouvel Age sur le même sujet ;

Une tentative de Front de l'Abondance en Juillet 1936 avorte, certains refusant de lui donner une coloration politique. Rodrigues et Valois meurent lors de la 2^e guerre mondiale.

Après 1945 :

Le Droit au Travail et au Progrès Social prend en France le nom de Mouvement Français pour l'Abondance (MFA), et en Belgique, celui de Mouvement Belge pour l'Abondance (MBA). Ces deux associations acquièrent une très grande audience au cours des quinze années qui suivent la fin de la guerre mondiale et jusqu'à l'arrivée de la télévision. Ils n'ont plus à dénoncer la destruction de marchandises pour maintenir les profits, ni le chômage qui résulte de l'automatisation de la production, puisque les destructions de la guerre (de biens matériels et de main d'oeuvre) ont relancé l'économie. Mais ils affirment qu'il ne s'agit que d'un moment, et que la même crise structurelle réapparaîtra, en beaucoup plus grave, quand les progrès techniques feront que l'humanité sera en mesure de produire encore plus avec encore moins de main d'oeuvre. Moins de salaires seront versés, et le scandale de la misère dans l'abondance réapparaîtra.

Certains des membres du MFA choisissent d'orienter leur action vers la politique. Ils constituent, à l'initiative de Maurice Landrain, les GED (Groupes pour l'Economie Distributive), et se présentent, sans grand succès, à des élections à Paris. D'autres préfèrent militer au sein des syndicats de salariés, ce sont les GSED (Groupes de Salariés pour l'Economie Distributive), surtout actifs à St Nazaire et à Marseille où le militant le plus actif est le résistant Joseph Pastor.

Après 1975 :

- Charles Lorient succède à Jacques Duboin à la présidence du MFA, qui devient le MFA-SD (Mouvement Français pour l'Abondance par le Socialisme Distributif). Ce mouvement perd peu à peu son originalité, donc son audience, et disparaît avec Charles Lorient.
- Marie-Louise Duboin succède à son père, Jacques Duboin, à la direction du mensuel « La Grande Relève ». L'analyse des événements permet de présenter de nouveaux arguments en faveur de l'Economie Distributive, d'en débattre et d'en actualiser les thèses, par exemple en proposant le contrat civique pour organiser la démocratie dans l'économie et veiller à la préservation des ressources et de l'environnement.
- Jean-Paul Lambert, dans Prosper, explore, parfois en mélangeant, l'Economie Distributive, l'usologie, l'économie par code-barres...
- Roger Winterhalter expérimente des « Marchés Plus » dans le cadre de la Maison de la Citoyenneté

Mondiale de Mulhouse, en réseau avec d'autres initiatives transfrontalières (Rudi Eichenlaub de Freiburg et Hans Georg Heimann de Basel).

- Jean Grenier a consacré sa retraite à faire connaître l'Economie Distributive dans le Sud Ouest de la France...

2.2 LES 4 PRINCIPES DE L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

1. Bien sûr, l'ED est évolutive, les choix se font par des **CONSULTATIONS DEMOCRATIQUES** au niveau le plus local possible et en privilégiant au maximum les modes participatifs.
2. **REPARTITION DES REVENUS** de la naissance à la mort, par un revenu d'existence, comme usufruit de l'énorme patrimoine que nous trouvons en naissant, patrimoine qui est le fruit d'une oeuvre collective ;

*vu l'énorme richesse collective, il n'est pas nécessaire de sacrifier les riches,
90 % de la population gagnera plus qu'aujourd'hui*

3. **ET DES TACHES PAR LE SERVICE SOCIAL** (il faut bien produire les richesses) :

- en partageant le travail entre tout le monde, le temps de travail est fortement diminué ;
- libre choix de son activité (travail qui plaît, étudier à son rythme, s'occuper de ses enfants...)

(Si des travaux plus pénibles ne trouvaient pas preneur, on pourrait inciter des gens en diminuant le temps de travail, ou en instaurant un service obligatoire de quelques années...

Au pire, pour des personnes qui refuseraient de s'impliquer pour la collectivité, ou pourrait instaurer un simple « RMI », Revenu Minimum de Non Insertion.)

4. **AVEC UNE MONNAIE NON SPECULATIVE**, de consommation, basée sur les biens et services disponibles sur le marché, qui s'annule lorsqu'on s'en sert : la monnaie redevient un simple moyen d'échange.

Elle est fabriquée lorsqu'on fabrique les biens et services (le montant de la masse monétaire émise pendant une période donnée est égal au prix total des biens mis en vente dans le même temps). Elle est distribuée à la population par le Revenu d'Existence, puis détruite lorsqu'on consomme les biens et services.

*Dans les pays communistes, les gens avaient de l'argent mais les magasins étaient vides.
Dans nos pays aujourd'hui, les magasins sont pleins mais les gens n'ont pas d'argent.
En Economie Distributive, les magasins sont pleins et les gens ont l'argent qui correspond.*

Cette économie permet une vraie **LIBRE INITIATIVE** :

- Chacun achète ce qu'il veut avec son argent (l'un préférera une grosse maison, l'autre préférera un appartement et voyager, un autre une belle voiture). Mais tous pourront jouir d'un toit, de chauffage, de nourriture, de soins.

- Les porteurs de projet nécessitant des moyens supplémentaires s'adresseront à la collectivité (comme on est habitué à le faire aujourd'hui en s'adressant à une banque) qui décidera en fonction du bien collectif (en non plus du profit que la banque en retire).

et l'EPANOUISSEMENT DE CHACUN qui peut à la fois choisir son service social et également jouir de son temps libre (entreprendre, arts, loisirs...)

L'ED PERMET DE GERER L'ABONDANCE

AU PROFIT DE TOUS ET SANS REPASSER PAR LA CASE RARETE

La fabrication des biens se fait en fonction de la demande, comme aujourd'hui,

mais sans l'influence mercantile :

- le commerçant conseille en fonction de l'intérêt des gens et non plus en fonction de la commission sur la vente (qui n'existe plus), les producteurs n'ont plus besoin de pousser à la consommation et peuvent licencier leur personnel sans le précariser ;
- les prix sont calculés en fonction des matières premières, du temps de main d'oeuvre, de la rareté et des impacts écologiques et non plus en fonction du profit de l'actionnaire.

A chaque gain de productivité, c'est le temps de travail total qui diminue, donc tout le monde en profite. Les solutions les plus simples peuvent se généraliser très rapidement.

La propriété privée laisse place à la PROPRIETE D'USAGE, améliorant la tranquillité de beaucoup de gens (qui n'étaient jamais assurés de réussir à payer loyers ou emprunts).

L'homme aujourd'hui a besoin de STIMULANTS : le revenu n'en est plus un, mais il reste les principaux :

+ la réputation

Qui n'est pas attentif à l'image qu'il donne à son entourage ?

+ le besoin d'être actif, de se réaliser

Quasiment personne ne peut rester longtemps sans rien faire. Qui refusera de s'impliquer dans une activité qui lui plaît et dans laquelle il se sent utile ?

(On pourrait éviter les dérives du service public français en généralisant ce fonctionnement intéressant du privé : chacun rend compte à son responsable (et, pourquoi pas, à ses subalternes et clients) et peut se faire licencier s'il ne réussit pas à bien remplir son rôle, mais sans risquer une précarisation comme aujourd'hui.)

2.3 TRANSITION A PORTEE DE MAIN (cf. annexe pour plus de détails)

Cette solution est facile à mettre en oeuvre :

Le nerf de la paix est la monnaie. La création de monnaie a été politiquement attribuée aux Banques Centrales. Il suffit qu'une majorité politique décide de reprendre cette compétence puis de créer une nouvelle monnaie.

Les moyens informatiques rendent aisés les calculs des richesses et revenus, ainsi que l'utilisation de la monnaie.

Cela se fait à l'échelon d'un pays ou d'un groupe de pays. Les échanges avec les autres pays s'articulent de la même manière qu'on gérait les échanges avec les pays d'Europe de l'Est... le temps que ces pays décident de la même économie.

Pour aider les gens à s'y préparer, on peut créer une Agence pour la Préparation de l'Economie Distributive.

2.4 DIFFICULTES A DEPASSER

Erreurs de jeunesse...

Pour comprendre pourquoi ce modèle n'a pas été plus connu, on peut considérer que certains propos de Jacques Duboin paraissaient limités et ont peut-être refroidi certains de ses concitoyens :

- comme la plupart des hommes de son temps plutôt scientifiques, il avait une confiance « aveugle » en la science, il n'avait pas imaginé qu'on puisse arriver aux dérives anti-écologiques que l'on connaît aujourd'hui ;
- sa conception était également fortement étatisée, comme pour la plupart de ses contemporains, il n'imaginait pas que la base puisse réellement participer à la vie politique.

Il faut également prendre en compte la peur du politique. Une tentative de Front de l'Abondance en Juillet 1936 a avorté, certains refusant de donner une coloration politique.

Pourquoi, 70 ans après, cette alternative est-elle encore confidentielle ?

Avec la deuxième guerre mondiale, la massive extermination de richesse et de main d'oeuvre a permis une phase de croissance très confortable, « les 30 glorieuses », qui a contenté la plupart des gens.

La formation à la critique a été (jusque là) peu développée, dans les sociétés occidentales, en particulier dans les champs de l'économie et de la politique. Les idées dominantes ont étouffé nombre de nouveautés. Le développement de la télévision dans les années 60 a confisqué l'attention au profit du développement de la société de consommation.

Depuis, chocs pétroliers, chômage en croissance... nous sommes englués dans des tentatives de réformes compliquées pour équilibrer au moindre pire les injustices et aberrations du système actuel.

La peur du manque est, de surcroît, toujours bien diffusée, faisant croire qu'il n'y a pas assez pour tout le monde, incitant chacun à se recroqueviller dans son individualisme.

Quelles sont les principales réticences exprimées aujourd'hui ?

Ca ressemble à du communisme ? Ne déplorez-vous pas aujourd'hui le manque de prise en compte de l'intérêt collectif ? Oui, il y a besoin d'un minimum de gestion collective, non ? A l'inverse des planifications centralisées des pays dits communistes, l'Economie Distributive se base sur une double démocratie économique :

(1) Ce sont les consommateurs, en achetant les produits et services, qui induisent la production.

(2) Investissements et budgets prévisionnels ne sont pas centralisés auprès de technostructures, mais décidés à l'échelon local concerné.

Dans les pays dits « communistes », les gens avaient de l'argent mais les magasins étaient vides. En Economie Distributive, l'argent correspond précisément à ce qui est disponible en magasin.

Autres différences importantes :

(+) Ce n'est pas un parti qui décide des rémunérations, mais un partage équitable des richesses en fonction des règles démocratiques locales.

(+) Dernier point : facilitées par les pénuries, dans les pays dits « communistes », les spéculations étaient pratiquées allègrement. De telles spéculations ne peuvent plus avoir lieu dans notre abondance actuelle.

De toutes façons, les politiques ne sont pas capables de comprendre.

De toutes façons, les électeurs ne sont pas capables de comprendre.

Politiques et gens de la base attendent que l'autre s'y mette. Et si moi je m'y mettais ?

L'Economie Distributive va rallier tous les humanistes :

Les partisans de la droite vont se réjouir : plus de liberté d'entreprendre que dans le libéralisme actuel !

Les partisans de la gauche également : enfin une vraie égalité économique, et une vraie solidarité !

Si ça marchait, ça se saurait... Beaucoup d'économistes, de politiques, de citoyens sont pris par l'urgence et le court terme, attendant que les autres s'y mettent. Préférez-vous continuer à vous enfoncer ou bien...

Il faut des gens responsables. Connaissez-vous beaucoup de personnes qui ne se considèrent pas responsables ?

Ceux qui aiment dominer vont perdre un moyen d'exercer du pouvoir sur autrui. Mais qui ici a envie de servir de dominé à ceux qui ont envie de pouvoir ?

Ceux qui veulent profiter du système... pourraient avoir un « RMI » qui leur permettrait de subsister mais pas de jouir de la richesse. Mais seront-ils plus nombreux que dans notre système actuel ?

La peur du changement ! Ceux qui aiment se plaindre vont perdre des occasions de râler. L'Economie Distributive bouleverse ce que nous avons appris officiellement. Beaucoup de nous, habitués à une situation, ont du mal à la quitter, même si elle leur fait mal. Mais ne connaissons-nous pas suffisamment de méthodes pour accompagner le changement ?

Ca va causer une révolution et tout casser ! Vous savez que de grosses transformations sont nécessaires. Si on reste dans la croissance, avec ou sans Développement Durable, ça va exploser brutalement. L'Economie Distributive va justement permettre d'éviter que les changements soient trop durs.

Ca va causer une révolution et tout casser ! Vous savez que de grosses transformations sont nécessaires. Si on reste dans la croissance, avec ou sans Développement Durable, ça va exploser brutalement. L'Economie Distributive va justement permettre d'éviter que les changements soient trop durs.

Certains voudraient aller encore plus loin : fonctionnement sans monnaie, gratuité, par des gens responsables... comme cela existe déjà dans quelques endroits. Reconnaissons que la généralisation de ce genre de principes n'est pas pour aujourd'hui. L'Economie Distributive est une étape intermédiaire très intéressante et à notre portée.

« Bien sûr, moi, je comprends. Mais les autres gens auront besoin de beaucoup de temps... »

3) AVANCEES ET PERSPECTIVES

Des débuts d'expérimentation ont déjà vu le jour, avant que le FMI ou les banques centrales ne s'arrangent pour les stopper : Canada, Argentine... Aujourd'hui, en Alaska pour la distribution d'une partie des profits du pétrole (peut-être pour acheter la conscience écologique de la population ?).

Maturité de la population.

Beaucoup d'entre nous ont accepté le capitalisme car on nous a appris à l'école comme dans nos familles qu'il n'y avait pas d'alternative, même dans les milieux alternatifs : « fatalement, on est obligé de vivre dans le capitalisme, il faut se battre contre les autres pour vivre ». Maintenant que vous savez qu'il existe une autre façon de vivre, n'allez-vous pas diffuser cette idée ?

De plus en plus de personnes ouvrent les yeux, (même si ce n'est pas ce qui est montré à la TV). Etant dans une démocratie, nous avons une clef dans notre bulletin de vote.

Nous sommes de plus en plus nombreux à nous intéresser à des alternatives micro-économiques : SEL (Système d'Echange Local), monnaie SOL, Marché Plus, AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne)...

Maturité des politiques;

Cette solution est aujourd'hui à notre portée. Le Brésil ne vient-il pas de commencer à instaurer un Revenu d'Existence ? En France, Christine Boutin n'a-t-elle pas réussi à réunir plusieurs ténors de la droite ET de la gauche en juin 2004 pour un débat constructif sur le Revenu d'existence ?

La plupart des politiques rencontrés sur l'Economie Distributive reconnaissent qu'on est dans des impasses (même si beaucoup sont encore frileux sur l'idée qu'on puisse trouver des solutions). Il existe bien quelques femmes et hommes politiques, capables d'oser des solutions, plus motivé(e)s par leur humanisme que par leurs ambitions personnelles, non ?

L'ampleur de la réussite du rassemblement du Larzac en 2003, la palme d'or de Fahrenheit 9/11 en 2004, le 29 mai qui a enrayeré la progression du tout économique... Dès qu'un pays réussira à débattre de ce sujet, ça se propagera chez les voisins.

CONCLUSION

Nous n'avons plus besoin de marcher sur la tête de notre voisin.

Cette présentation vous a-t-elle interpellé ? Assurément, elle a besoin d'être décortiquée et étoffée en calculs économiques, en propositions de plan de transition... Pour mieux comprendre, je vous recommande le livre de Marie-Louise Duboin (« *Les affranchis de l'an 2000* » de Marie-Louise

Duboin, éditions Voici la clef) qui se lit comme un roman.

Vous avez compris les nécessités de lever certains tabous (les côtés utopiques et suicidaires de la croissance, du plein emploi...) et de réfléchir autrement. Vous venez d'entrevoir qu'il existe (au moins) une alternative au capitalisme, à la jonction du libéralisme et de l'intérêt collectif. **Parlons-en autour de nous, instaurons le débat.**

Bien sûr, dans le fonctionnement actuel, chacun doit continuer à vivre. Continuons à faire progresser les pratiques décroissantes, de Développement Durable, d'Economie Sociale et Solidaire... Mais **tenons nous prêts à soutenir l'Economie Distributive, Economie équilibrée, dès qu'elle émergera sur la scène politique.**

Nous avons tous à gagner dans ce changement de société.

Eric Goujot

<http://ecodistributive.chez-alice.fr>

ANNEXE : IDEES POUR UN PLAN DE TRANSITION

Rappel : L'ED est évolutive. Les choix se font par des CONSULTATIONS DEMOCRATIQUES au niveau le plus local possible.

L'Agence de Préparation de l'Economie Distributive (APED) aide les gens à s'y préparer, par des conférences débats, écoutant les problèmes particuliers. Parallèlement, elle fait en sorte que tous les moyens qui sont déjà disponibles pour produire plus ou mieux soient utilisés. Elle répertorie les tâches utiles pour la collectivité qui ne sont pas encore pourvues (entretien des forêts, aide aux personnes nécessiteuses, création de lien social...)

Toute personne résidant en France se fait ouvrir un compte courant dans la banque de son choix, ou à la Poste. Le n° de compte contient le n° de sécurité sociale afin qu'une personne ne puisse ouvrir qu'un seul compte.

Les services fiscaux évaluent les revenus mensuels moyens de chacun à l'aide des déclarations remplies l'année précédente. On connaît les chômeurs et RMistes recensés, les enfants. Les « marginaux » viendront d'eux-mêmes se faire recenser lorsqu'ils verront leur intérêt.

L'INSEE recense les moyens, dont les moyens inutilisés (entreprises en faillite, usines sans commandes...)

L'INSEE recense les véritables besoins : les besoins solvables et les besoins qui vont naître des gens qui étaient jusque là insolvable.

Le débat démocratique aboutit aux règles d'établissement du premier revenu social. Si les gens ne sont pas prêts à partager en parts égales, on choisit une solution de transition : on évite toute variation brutale ou injuste en attribuant à chacun ce qu'il touchait dans l'organisation précédente dans les limites d'un revenu maximum, d'un revenu minimum d'activité et d'un revenu minimum de non activité. L'important est qu'au démarrage tout le monde ait de quoi vivre et une motivation pour aider à ce que le système s'améliore.

Chacun établit avec sa commune ou avec l'APED un contrat civique. Dans cette phase transitoire, ceux qui avaient une activité rémunératrice poursuivent leur activité. Ceux qui avaient des activités non rémunératrices mais utiles pour la collectivité les continuent (s'occuper de ses enfants, activités artistiques...) Ceux qui n'avaient pas d'activité utile pour la société en trouvent (éventuellement avec l'aide de l'APED) sinon ils se contentent du revenu minimum de non activité.

Institution d'une dynamique supplémentaire motivante et créatrice : n'importe quel groupe peut présenter au niveau d'une commune un projet dont le budget s'exprime en heures de travail et en moyens matériels. Si la proposition est acceptée, quand les moyens matériels sont trouvés, le groupe obtient un contrat pour réaliser son projet au cours d'une période déterminée moyennant un bonus ou le revenu minimum d'activité (si les personnes ne touchaient que le revenu minimum de non activité).

Les transactions avec l'étranger se font par l'intermédiaire des Banques Centrales. Celles-ci les comptabilisent mais ne les empêchent pas.

Les multinationales ont le choix : vendre leurs filiales implantées dans le pays à ce pays. Les autres sont considérées comme possessions étrangères et les relations commerciales se font comme si elles étaient basées à l'étranger. Les salariés ont le choix : être payé par leur société en devises étrangères convertibles par la Banque Centrale ou recevoir le revenu minimum d'activité (leur travail est alors considéré comme une fourniture de travail par la France).

On peut également envisager que les entreprises françaises fonctionnent comme avant, à condition qu'elles ne fassent pas appel à l'Etat et qu'elles procurent à leur personnel un salaire au moins égal au revenu minimum d'activité.